

# canal D

Une action de développement par la communication

Hebdomadaire d'Informations et de Communication (13ème année) N° 270 du 09 Avril 2026 **PREMIER 250F**

Lomé, scène de nudité à ciel ouvert

## Bienvenue à Sodome et Gomorrhe !

P.3



Disparition de Victor Agbegenou

## Le brillant chercheur togolais est parti avec ses inventions

P.4



### INTERNATIONAL P.7

Ibrahim Traoré

## « La démocratie n'est pas pour nous »



### MEDIA P.4

Agression

de journalistes à Lomé

## Un an et demi après, la presse togolaise dénonce une enquête au point mort



### SOCIAL P.6

## L'Association Cœur de Christ redonne espoir aux veuves vulnérables



**1er réseau internet mobile au Togo et dans l'UEMOA**

Yas

Séminaire gouvernemental :

## Faure Gnassingbé et ses ministres évaluent la feuille de route et se donnent de nouvelles orientations pour l'action publique

L'exécutif, réuni au grand complet à Lomé, a entamé le mardi 07 avril son premier séminaire gouvernemental de l'année 2026. Les travaux, ouverts par le Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, sont consacrés à l'évaluation approfondie de la mise en œuvre de la Feuille de route gouvernementale 2020-2025, et à la définition des nouvelles orientations de l'action publique.

Durant cette rencontre stratégique, les membres du gouvernement procéderont à une revue méthodique des résultats obtenus dans le cadre de ce référentiel de développement structuré autour de trois axes majeurs déclinés en 42 projets prioritaires et 10 réformes structurantes. L'objectif affiché est d'identifier les avancées déjà enregistrées, mais aussi de tirer les enseignements nécessaires pour améliorer la conception, la planification et le suivi des interventions publiques.

### Faire évoluer durablement l'action publique

Lancée en octobre 2020 pour prendre la suite

du Plan national de développement (PND), la feuille de route a, en dépit des divers bouleversements rencontrés dans son exécution, permis d'engranger des résultats notables dans plusieurs secteurs clés. Des progrès importants ont ainsi été réalisés dans l'amélioration du climat des affaires et l'attraction des investissements, l'agriculture, l'énergie, les technologies, la santé, l'éducation, ou encore la modernisation de l'administration publique.

Toutefois, face aux attentes croissantes des populations et dans un contexte économique international exigeant, l'exécutif entend franchir une nouvelle étape : faire évoluer durablement



l'action publique vers une culture de résultats mesurables, visibles et directement perceptibles dans la vie quotidienne des Togolais.

Concrètement, la nouvelle orientation repose sur une exigence accrue de rigueur dans la formulation des programmes publics, une sélection plus fine des priorités

et un recentrage des ressources sur les actions à fort impact social et économique. Dans les faits, désormais de privilégier des interventions mieux ciblées, assorties d'indicateurs précis et suivies avec discipline, afin de garantir une efficacité renforcée et une meilleure utilisation des ressources publiques.

«Après avoir porté de

grandes ambitions et financé des projets structurants, l'heure est venue de consolider nos acquis avec discernement et de concentrer notre action sur ce qui compte le plus dans la vie quotidienne de nos concitoyens», a exhorté le Président du Conseil à l'entame des travaux.

Avec [Republiquetogolaise.com](http://Republiquetogolaise.com)

Energie :

## L'électricité au Togo parmi les plus chères d'Afrique

Au Togo, le coût de l'électricité figure parmi les plus élevés du continent. Selon un classement 2025 publié par SICA Finance, le pays occupe la 81<sup>e</sup> place sur 33, avec un prix moyen de 0,194 USD par kWh, dépassant notamment l'Afrique du Sud, la Côte d'Ivoire et le Maroc.

À l'opposé, des pays comme l'Éthiopie et l'Égypte affichent des tarifs largement plus bas, révélant un profond déséquilibre énergétique en Afrique.

Cette cherté s'explique par plusieurs facteurs structurels : un coût de production supérieur au prix de vente, une forte dépendance aux importations d'électricité, des infrastructures vieillissantes et des pertes importantes sur le réseau. À cela s'ajoutent les réformes tarifaires engagées sous pression des partenaires



financiers pour assurer la viabilité du secteur.

Depuis mai 2025, une hausse moyenne de 12,5 % a

été appliquée par la CEET. Malgré cela, une tranche sociale subventionnée est maintenue pour protéger les mé-

nages les plus vulnérables. Face à ces défis, le pays mise sur des investissements dans le solaire et le gaz pour,

à terme, réduire les coûts et améliorer sa compétitivité énergétique.

Source : [ledefenseurinfo.tg](http://ledefenseurinfo.tg)

**Pour vos annonces et reportages, contactez les numéros suivants : (00228) 91 42 55 00 / 98 67 08 37.**

Lomé, scène de nudité à ciel ouvert :

## Bienvenue à Sodome et Gomorrhe !

*Ce qui devait être un moment de célébration musicale s'est transformé en déflagration morale. Le concert de l'artiste ivoirien Himra, organisé le 4 avril 2026 au stade omnisports de Lomé, continue de secouer l'opinion publique togolaise. Entre indignation collective, silence des autorités et justifications tardives des organisateurs, l'événement relance un débat profond : jusqu'où peut aller la liberté artistique dans une société en quête de repères ?*



**ENTREPRISE SOCIALE ET SOLIDAIRE**

Une soirée festive qui vire à la controverse

Lomé n'avait sans doute pas anticipé une telle onde de choc. Annoncé depuis près de six mois, largement promu sur les réseaux sociaux et soutenu par plusieurs partenaires, le concert de Himra s'inscrivait dans une dynamique de montée en puissance de l'industrie du spectacle au Togo. Mais très vite, les images diffusées en ligne ont pris le dessus sur la musique.

Sur scène, des danseuses apparaissent presque entièrement dénudées. Les chorégraphies, jugées explicites, simulent des gestes à forte connotation sexuelle. Une séquence en particulier, impliquant l'artiste Anodaboy et une danseuse exécutant des mouvements suggestifs sur ses genoux, cristallise les critiques. Pour de nombreux observateurs, le spectacle « dépasse largement le cadre du divertissement ». Dans les rues

de Lomé comme sur les plateformes numériques, les réactions oscillent entre colère, incompréhension et inquiétude.

**Une indignation populaire amplifiée par la présence de mineurs**

Ce qui alimente davantage la polémique, c'est la composition du public. De nombreux jeunes, voire des adolescents, étaient présents dans les gradins. Pour certains parents, la question est simple : « comment un tel spectacle a-t-il pu être autorisé dans un espace public, accessible à tous ? » Dans une société togolaise encore profondément attachée à certaines normes sociales et culturelles, la nudité publique, en particulier féminine, reste chargée de symboles. Elle est traditionnellement perçue comme un acte extrême, parfois associé à des formes de protestation ou de malédiction dans certaines cultures locales. Dès lors, pour une partie de l'opinion, ces scènes ne relèvent plus de



L'artiste Himra

la création artistique mais d'une rupture assumée avec les valeurs sociales.

**Silence des autorités, malaise dans l'opinion**

Face à la montée de la controverse, les autorités togolaises restent, à ce jour, silencieuses. Ni le ministère de la Culture, ni les institutions de régulation n'ont officiellement réagi. Un silence qui interroge dans un contexte où, par le passé, certains spectacles jugés « contraires aux bonnes mœurs » avaient été interdits. Beaucoup se souviennent encore des années 2000, lorsque des performances jugées trop suggestives, notamment celles du courant Mapouka, avaient été strictement encadrées, voire bannies. Le contraste avec la situation actuelle nourrit le sentiment d'un relâchement du contrôle, voire d'un laisser-faire.

**Excuses tardives et communication de crise**

Sous la pression, les premières réactions sont venues des acteurs directement impliqués. L'artiste Anodaboy a présenté ses excuses, reconnaissant que certaines séquences avaient pu heurter la sensibilité du public. Dans la foulée, le groupe organisateur CDK Group a publié un communiqué pour se désolidariser des contenus diffusés lors du concert :

« Les éléments visuels et chorégraphiques diffusés lors de cette prestation n'avaient pas été portés à la connaissance ni validés au préalable par l'organisation. » Le groupe affirme avoir immédiatement pris contact avec les artistes pour exiger des explications et rappelle son engagement en faveur « du respect du public et des valeurs culturelles ». Mais pour de nombreux critiques, ces excuses arrivent trop tard. « Le mal est fait », résume un observateur. « Les images circulent déjà massivement, et la jeunesse les a consommées. »

**Au-delà du scandale, une question de modèle culturel**

L'affaire dépasse désormais le simple cadre d'un concert. Elle s'inscrit dans une dynamique plus large : celle d'une transformation rapide des normes culturelles sous le spectre combiné du numérique, de la mondialisation et de l'économie du spectacle. Au Togo, comme dans plusieurs pays africains, l'industrie créative est en pleine expansion. Les concerts,

les influenceurs et les contenus viraux deviennent des vecteurs puissants de visibilité... mais aussi de tensions. Cette affaire intervient d'ailleurs dans un contexte où d'autres débats agitent déjà l'espace public : insalubrité urbaine, gouvernance, emploi des jeunes. Autant de sujets qui interrogent la hiérarchie des priorités dans une société en mutation.

Faut-il censurer ? Faut-il réguler davantage ? Ou laisser faire au nom de la liberté artistique ? La question reste ouverte. Ce que révèle en creux cette polémique, c'est l'absence d'un cadre clair conciliant expression artistique et responsabilité sociale. Car si l'art a vocation à bousculer, il ne peut durablement prospérer en rupture totale avec les valeurs du corps social. Dans un pays où plus de la moitié de la population est jeune, la question des modèles proposés devient centrale.

**Une société face à ses contradictions**

Au final, le concert de Himra agit comme un révélateur. Révélateur d'une société tiraillée entre tradition et modernité, entre aspiration à l'ouverture et crainte de la perte de repères. « À vouloir tout tolérer au nom du spectacle, le risque est grand de sacrifier l'essentiel », confie un analyste culturel. Reste à savoir si cette controverse débouchera sur une réflexion de fond... ou si elle sera simplement engloutie par le flux incessant de l'actualité. Car au-delà du scandale, une question persiste : quelle culture le Togo veut-il montrer au monde et transmettre à sa jeunesse ?

TDA



Récepissé N° 0469/21/01/13  
 Edité par CANAL D GROUP  
 RCCM N°TG-LOM 2016 B 1587  
 02BP 20370 Lomé 02 Togo  
 Tél : 00228 91 42 55 00 / 98 67 08 37

Email : journalcanal.d@gmail.com  
 Casier maison de la presse : N°19  
 Siège : Agoè Dèmakpoè, Von face à la microfinance COCEC ; en face de l'EPL SALOMON

Directeur de Publication  
 Jean Legrand POLORIGNI

Rédaction  
 Francis Parreira  
 Jean Legrand  
 Timothée Adjogla  
 Yvette Sossou  
 Infographie : Impact Communication  
 Imprimerie : Direct Print

Disparition de Victor Agbegenou :

## Le brillant chercheur togolais est parti avec ses inventions

*C'est une perte immense pour le Togo et l'Afrique. Fervent patriote et convaincu que du meilleur pouvait sortir de l'Afrique, le Dr Victor Kossi kuma Agbegenou, ce lui que l'on appelait « le père du cartable numérique » s'est éteint le 05 avril dernier en France laissant derrière lui un gout d'inachevé sur le désir de voir ses inventions profiter au Togo sa mère patrie.*

La disparition du scientifique, chercheur, inventeur franco-togolais, et praticien transversal des sciences a été rendue publique sur les réseaux sociaux par sa fille, la judokate plusieurs fois championne olympiques, Clarisse Agbegenou.

« Papa, tu es parti, tu m'as laissé, tu nous as laissé. C'est dur, dur d'imaginer que l'on ne te touchera plus, ne te verra plus, ne t'entendra plus... », a-t-elle écrit, traduisant la douleur d'une perte intime mais aussi celle d'un homme respecté dans les milieux scientifiques.

Né au Togo et formé à l'Académie de Moscou et à l'École supérieure de Maisons-Alfort en France, le Dr Victor Agbegenou était docteur vétérinaire, mais aussi détenteur de plusieurs brevets d'invention, notamment dans le domaine médical et des technologies de l'information. Titulaire d'un Doctorat d'Etat en sciences vétérinaires, option chirurgie cardiovasculaire, neurochirurgie et physiologie, Dr Victor Agbegenou était également détenteur d'un Master en Innovations technologiques et Management de projet. Il s'était distingué

par une approche tournée vers les réalités africaines, avec des innovations visant à réduire les inégalités d'accès au numérique via sa société KA Technologies.

Parmi ses contributions, le système PCWS (Polyvalent Wireless Communication Systems) se voulait une réponse aux défis de connectivité sur le continent, en proposant un accès à Internet sans infrastructure filaire lourde, véritable alternative à la fibre optique et 10 fois moins coûteuse selon ses propres dires.

Il avait également développé le Réseau Énergie, Technologie de l'information et de la Communication (RETICE), un cartable numérique pensé pour le milieu éducatif, permettant aux enseignants et aux élèves d'accéder à des contenus éducatifs numériques sans avoir besoin d'une connexion internet coûteuse ou permanente. Pour les universités du Togo, le RETICE apparaissait comme une solution aux effectifs de plus en plus importants des étudiants dans la mesure où il permettra à l'enseignant de dispenser des cours à des étudiants qui sont à domicile.

A travers ses inventions, l'homme nourrissait une vision :



Feu Dr Victor Agbegenou présentant le RETICE au Club diplomatique de Lomé

celle d'un homme engagé dans la lutte contre la fracture numérique. Son ambition était de rendre accessibles, « partout et sans frais », des solutions technologiques adaptées au contexte africain, dans un environnement où les enjeux d'accès à Internet restent cruciaux principalement dans les zones rurales et les écoles africaines manquant d'infrastructures de télécommunication, à l'instar du Togo.

Dans un contexte national marqué par des efforts de digitalisation et d'inclusion numérique portés par les autorités et les partenaires techniques, les travaux du Dr Agbegenou trouvent un écho particulier. Ils illustrent le rôle croissant de la diaspora dans l'innovation et le transfert de compétences vers le continent.

Sa disparition a suscité une vive émotion au sein de la communauté togolaise, en France comme au pays. Sa fille,

figure majeure du sport mondial, lui a rendu un hommage poignant : « Mon plus grand fan caché. Toi qui me soutenais tant... Je dois trouver cette force... encore ! (...) Je me battraï ! Pour TOI, pour moi, pour nous ! ».

Le ministre togolais des affaires étrangères, Prof Robert Dussey à travers son compte X n'a pas tari d'éloges envers l'illustre disparu.

« Je ressens une profonde tristesse pour exprimer mon chagrin face à la perte de notre brillantissime compatriote Dr Victor Agbegenou. Grand scientifique, le Togo est fier de toi. Adieu, savant confirmé du numérique et des nouvelles technologies honoré à la 2e édition des réussites diaspora le 29 novembre 2019. Repose en paix, Tu nous manqueras profondément, mais jamais tu ne seras oublié », a-t-il posté.

Avec la disparition du Dr

Victor Agbegenou, le Togo perd un esprit inventif et engagé, dont les travaux, encore peu vulgarisés, pourraient continuer d'inspirer les politiques d'innovation et d'inclusion sur le continent. Pourtant, malgré la portée de ses recherches, ses innovations n'ont pas toujours été rapidement comprises et implémentées dans son pays d'origine.

Il faisait observer dans une émission télévisée que « les Africains trainent les pieds, d'une part, à cause de leur incrédulité face à une invention africaine (sic). D'autre part les dirigeants ont signé avec des équipementiers occidentaux des contrats qu'ils ne comprennent pas, et préfèrent jouer la prudence quand ce n'est pas de l'hostilité ouverte. » Mais pour lui, « l'Afrique doit comprendre qu'elle ne peut compter que sur la matière grise de ses enfants, et qu'il n'y a pas d'aide qui puisse la sortir de sa situation ».

Il convient de rappeler qu'il a été lauréat du Prix des réussites de la Diaspora au Togo, une reconnaissance symbolique de son engagement, même si ses projets n'ont jamais bénéficié d'un véritable ancrage institutionnel ou d'un déploiement à grande échelle au Togo, illustrant les difficultés persistantes de valorisation des compétences issues de la diaspora.

TA & LP

Agression de journalistes à Lomé :

## Un an et demi après, la presse togolaise dénonce une enquête au point mort

*Plus d'un an et six mois après l'agression de plusieurs journalistes au siège de la Convention démocratique des peuples africains (CDPA) à Lomé, le 29 septembre 2024, des organisations professionnelles de la presse togolaise haussent le ton. Dans une déclaration conjointe publiée le 07 avril 2026, le Patronat de la presse togolaise (PPT), Union de la presse francophone Togo (UPF-Togo), Syndicat des journalistes indépendants du Togo (SYNJIT) et Togo Reporters Press (TRP) dénoncent la lenteur de la procédure judiciaire et l'absence de visibilité sur l'évolution du dossier.*

Les faits remontent à une « rencontre citoyenne » organisée par la Dynamique pour la majorité du peuple (DMP), avec pour principal intervenant le député sénégalais et parlementaire de la CEDEAO, Guy Marius Sagna. Ce jour-là, des journalistes couvrant l'événement, ainsi que des acteurs politiques, avaient été violemment pris à partie par des individus « ayant agi à visage découvert », selon les signataires.

Dans leur déclaration, les organisations expriment leur « inquiétude » face à l'absence de progrès tangible dans l'enquête ouverte par les autorités to-

golaises. « Un an et six mois après les faits, nous avons très peu de visibilité autour de l'évolution de l'enquête officielle », regrettent-elles, dénonçant des violences « d'un autre âge » restées, selon elles, impunies.

Au-delà de la question judiciaire, les professionnels des médias exigent également la restitution du matériel de travail confisqué lors de cette agression. « Nous continuons à exiger la restitution du matériel de travail (...) emporté après le chaos général suscité par l'agression-surprise toujours non élucidée », insistent-ils.

Les organisations rappel-



Scènes de violences

lent par ailleurs les engagements pris par les autorités au lendemain des faits. Le 30 septembre 2024, plusieurs responsables avaient promis de « faire toute la lumière judiciaire » sur cet épisode, dans un contexte marqué par des débats récurrents sur la liberté de la presse au Togo. À ce stade, les signataires estiment que ces engagements restent sans suite

concrète, appelant à des avancées rapides, à la prise en compte des dépositions des victimes et à l'octroi d'indemnités « à la hauteur des préjudices moraux et physiques ».

Cette prise de position intervient dans un climat où les questions de sécurité des journalistes et de protection des libertés publiques demeurent sen-

sibles. À l'heure où le pays s'inscrit dans le cadre institutionnel de la Ve République, les organisations de presse rappellent que « la liberté de la presse et le droit à l'information doivent plus que jamais constituer (...) la pierre d'angle de la construction démocratique ».

En filigrane, cette déclaration relance un débat plus large sur les garanties effectives dont bénéficient les professionnels des médias dans l'exercice de leur métier, notamment lors de la couverture d'activités politiques. « Les professionnels de média (...) doivent bénéficier d'une protection physique sur tout terrain de reportage », martèlent les signataires, qui appellent à des mesures concrètes pour éviter que de tels incidents ne se reproduisent.

Avec first-newsmedia.tg

Inclusion financière en Afrique :

## Lomé, capitale du BankAssur Forum & Awards 2026 en octobre prochain

Du 26 au 27 octobre 2026, Lomé accueille la première édition du BankAssur Forum & Awards 2026. L'annonce de cette rencontre inédite sur l'inclusion financière a été faite jeudi 2 avril dernier en conférence de presse devant un parterre de professionnels de la presse.

« Inclusion financière : défis actuels de la finance pour tous, place des banques, assurances et institutions financières africaines ». Tel est le thème autour duquel le Forum des marchés financiers en Afrique (FOMAF) réunira banques et assurances venus de plusieurs pays d'Afrique subsaharienne et des pays du maghreb.

A travers cet événement qu'accueille le Togo, bon élève en matière d'inclusion financière, 2ème au plan africain derrière le Kenya, il est question selon les organisateurs d'offrir une plateforme capable de rassembler décideurs, régulateurs et opérateurs autour d'un objectif clair : cons-

truire un secteur financier robuste. Il vise également à améliorer l'inclusion financière, accélérer l'innovation digitale, renforcer les partenariats et positionner le Togo comme un hub régional.

Entre autre temps forts qui meubleront le forum : des panels stratégiques, des plateformes digitales immersives, un marché virtuel ainsi qu'un gala de reconnaissance afin de primer les meilleurs acteurs dans le secteur de la banque et celui des assurances.

Sont attendus à l'évènement, les gouvernements et régulateurs, les banquiers et acteurs de l'inclusion financière, les investisseurs et bailleurs de fonds, les



En veste au milieu Bertrand Eba, Pdt du FOMAF

fintechs et insurtechs, ainsi que les universités de plusieurs pays africains.

Selon les organisateurs, la rencontre se veut une vitrine inédite et de premier choix, offerte aux partenaires, un accès aux décideurs, et une niche d'opportunités d'investissement sans oublier la possibilité d'avoir un positionnement stratégique.

Pour le président du comité d'organisation, Bertrand Eba, au vu des mutations contemporaines, le rapprochement entre la banque et l'assurance n'est plus une option, mais une évidence stratégique d'où la vision de mettre en place le BankAssur Forum & Awards.

Selon lui, l'une des raisons qui sous-tend le choix de Lomé pour abriter l'évène-

ment se justifie par le fait que la capitale togolaise s'impose aujourd'hui comme un carrefour économique et financier en pleine affirmation : un espace de stabilité dans une région en recomposition, offrant une convergence naturelle et géographique pour les acteurs publics et privés.

F.P.

Investissement/ Cartographie du risque pays :

## Bloomfield donne la note 5,9 au Togo

Au Togo, l'agence de notation Bloomfield Investment a tenu cette semaine, sa première conférence « Risque pays-Togo », jeudi 2 avril 2026 à l'hôtel 2 Février de Lomé. Au cœur des échanges, un rapport d'analyse basé sur cinq paramètres, performance macroéconomique, environnement des affaires, système financier, climat sociopolitique et gestion des finances publiques.

Cette évaluation positionne le Togo dans la catégorie des risques modérés, avec une note de 5,9 sur 10.

Selon Stanislas Zézé, PDG de Bloomfield, « nous

avons évalué la performance macroéconomique, nous avons évalué l'environnement des affaires, nous avons évalué le système financier qui finance l'économie togo-

laise, nous avons évalué l'environnement sociopolitique et la gestion des finances publiques ».

Ce dernier précise que « ce résultat traduit quelques insuffisances sans effet majeur », notamment liées au déficit du commerce extérieur et à la dette.

**Des risques identifiés, des réformes attendues**

En dépit des fragilités



identifiées, les conclusions du rapport restent nuancées. « Même s'il y a quelques poches de risques que nous avons mises en relief, ce n'est pas un frein à l'investissement, au contraire », souligne Stanislas Zézé, évoquant des perspectives favorables sous réserve de réformes.

Les autorités togolaises ont, selon l'agence, exprimé leur engagement à corriger les faiblesses identifiées. L'enjeu est de renforcer les fondamentaux pour améliorer le positionnement du pays vers une catégorie de risque plus faible.

Lors des panels, les dis-

cussions ont porté sur la performance économique, l'industrialisation, l'entrepreneuriat et l'environnement sécuritaire. La conférence vise ainsi à rapprocher les acteurs publics et privés autour d'une lecture commune du marché.

Au-delà de l'évaluation, l'initiative de Bloomfield se veut un instrument d'aide à la décision. Elle espère par exemple répondre aux interrogations clés des investisseurs, notamment sur le rendement attendu et les risques de perte de capital.

Avec Togofirst.com

Social :

## L'Association Cœur de Christ redonne espoir aux veuves vulnérables

Dans le cadre de ses actions en faveur de l'autonomisation socio-économique des femmes vulnérables, l'Association Cœur du Christ (ACC) a organisé, le 20 mars 2026, à son siège situé à Agbalépédogan dans la commune du Golfe 5, une session de formation à l'intention d'une trentaine de veuves. Cette initiative a porté sur la gestion des Activités Génératrices de Revenus (AGR) et l'éducation financière. Elle a été suivie, quelques jours plus tard, d'un don de vivres destiné à permettre



Les participantes en pleine formation

Cette formation visait à renforcer les capacités des participantes afin de leur permettre d'initier, de gérer et de pérenniser des activités économiques rentables, en vue d'améliorer durablement leurs conditions de vie.

Concrètement, les échanges ont permis de clarifier les notions essentielles

liées aux AGR et à l'éducation financière, d'identifier les opportunités d'activités adaptées au contexte local, et de sensibiliser les bénéficiaires aux principales contraintes et causes d'échec. Les participantes ont également été formées sur des notions clés telles que le revenu, le budget, le crédit et l'épargne, ainsi que sur l'utilisation d'outils



La présidente de l'Association Cœur de Christ, Mme Gbamera Wenréekepa Christelle

simples de gestion financière, notamment le journal de caisse et les tableaux de suivi.

Au cours de la session, un accent particulier a été mis sur les facteurs fréquents d'échec des AGR, parmi lesquels la mauvaise planification, le manque de compétences techniques, l'insuffisance de débouchés, la sous-production et le recours à un endet-

tement non maîtrisé.

A l'occasion, la présidente du conseil d'administration de l'Association Cœur du Christ, Mme Gbamera Wenréekepa Christelle, a souligné que cette formation constitue une étape déterminante dans le processus d'autonomisation des veuves, en leur ouvrant des perspectives réelles d'amélioration de leurs conditions de vie.

### Un acte de solidarité concrète

Au-delà du renforcement des capacités, l'association a posé un geste de solidarité en cohérence avec ses valeurs. Ainsi, en prélude à la fête de Pâques, symbole de partage, de renouveau et de fraternité, l'ACC a procédé, le 02 avril 2026, à une distribution de vivres au profit des bénéficiaires de la formation.

Très émue par la situation des veuves, Mme Gbamera Wenréekepa Christelle a expliqué la motivation de cette action en ces termes :

« Faire parler le cœur du Christ, c'est agir en faveur

des plus vulnérables, des démunis, de ceux qui ont besoin d'aide et d'assistance. C'est ce qui guide chacune de nos actions. »

Les kits alimentaires distribués étaient essentiellement composés de riz et de maïs, des denrées de première nécessité destinées à répondre aux besoins immédiats des bénéficiaires.

Créée le 31 janvier 2026 à Lomé et officiellement enregistrée au ministère de l'Administration territoriale, de la gouvernance locale et des affaires coutumières sous le N° 0186/MATGLAC en date du 04 mars 2026, l'Association Cœur du Christ œuvre pour l'épanouissement de la femme, de la jeune fille et des enfants vulnérables. Elle s'inscrit dans une approche de développement humain durable, participatif et inclusif, avec pour vision de transformer durablement les conditions de vie socio-économiques et culturelles des populations vulnérables au Togo.

L.P.

Conflit au Moyen-Orient :

## Un cessez-le-feu provisoire entre Washington et Téhéran

Le président américain Donald Trump a annoncé, mardi 7 avril 2026, la suspension pour une durée de deux semaines des bombardements contre l'Iran, accédant à une demande formulée par les autorités pakistanaises. Cette décision intervient dans un contexte de forte escalade militaire autour du détroit d'Ormuz, passage clé où transitait avant la guerre près de 20 % du pétrole brut mondial.

Dans un message publié sur la plateforme Truth Social, le dirigeant américain a conditionné cette trêve à une exigence claire : « L'OUVERTURE TOTALE, IMMÉDIATE et SÉCURISÉE du détroit d'Ormuz » par Téhéran. « J'accepte de suspendre les bombardements et les attaques contre l'Iran pour une période de deux semaines », a-t-il déclaré, évoquant des échanges avec le

Premier ministre pakistanais Shehbaz Sharif et le chef de l'armée Asim Munir.

Cette annonce marque un revirement tactique, alors que quelques heures plus tôt, Donald Trump menaçait d'« éradiquer une civilisation entière » si l'Iran ne cédait pas. L'ultimatum initial, fixé à 20 heures à Washington (minuit GMT), a ainsi été repoussé de deux semaines, laissant place à une tentative



de désescalade diplomatique.

Le président américain affirme que les États-Unis « ont déjà atteint et dépassé tous [leurs] objectifs militaires » depuis le lancement, le 28 février, des frappes conjointes avec Israël. Il

évoque par ailleurs des discussions « très avancées » avec Téhéran autour d'un accord de paix « à long terme », basé sur une « proposition en 10 points » transmise par l'Iran.

Sur les marchés, cette perspective d'apaisement a eu

un effet immédiat : le baril de WTI a chuté de près de 15 %, signe de la sensibilité extrême des cours pétroliers à la stabilité du détroit d'Ormuz.

Mais sur le terrain, la situation reste volatile. Quelques heures après l'annonce de Washington, l'armée israélienne a indiqué avoir détecté des tirs de missiles en provenance de l'Iran. « Les systèmes de défense sont en cours d'activation », a-t-elle précisé, avant d'autoriser, une vingtaine de minutes plus tard, les populations à quitter les abris. Des explosions ont été entendues à Jérusalem et à Jéricho, selon des correspondants de l'AFP.

TDA

**1 lot de terrain à vendre à 48 millions**  
**“Lieu: Klikamé derrière l'université de Lomé”**  
**Tél : 91425500/98670837... Démarcheur s'abstenir**

Ibrahim Traoré :

## « La démocratie n'est pas pour nous »

En affirmant que « la démocratie n'est pas pour nous », le capitaine Ibrahim Traoré ne se contente pas de provoquer : il acte une rupture idéologique majeure. À Ouagadougou, le chef de la junte burkinabè esquisse les contours d'un modèle politique alternatif, tout en consolidant des alliances régionales, notamment avec le Togo. Une posture qui interroge autant qu'elle séduit, au moment où l'Afrique de l'Ouest traverse une recomposition politique sans précédent.

**Une déclaration qui fracture le débat africain**

« Les gens doivent oublier la question de la démocratie. La démocratie n'est pas pour nous ». La phrase, prononcée lors d'une interview télévisée, marque un tournant dans le discours du pouvoir burkinabè. À 38 ans, Ibrahim Traoré, arrivé au pouvoir par un coup d'État en 2022, assume désormais une ligne politique claire : rompre avec le modèle démocratique libéral. Pour justifier sa position, le chef de la transition invoque des exemples régionaux et internationaux : « Regardez la Libye, c'est un exemple proche de nous [...] Partout où les puissances occidentales tentent d'instaurer la démocratie, cela s'accompagne toujours d'un bain de sang. » Une lecture radicale, qui s'inscrit dans une rhétorique désormais familière au sein de l'Alliance des États du Sahel (AES), regroupant le Burkina Faso, le Mali et le Niger.

**Une transition prolongée et des partis politiques suspendus**

Initialement, la junte s'était engagée à rétablir l'ordre constitutionnel d'ici juillet 2024. Mais à deux mois de l'échéance, les autorités ont annoncé une prolongation de cinq ans. Dans la foulée, en janvier, les partis politiques ont été interdits, officiellement pour « reconstruire l'État ». Ibrahim Traoré justifie cette décision en termes sans ambiguïté : « En Afrique [...] un vrai homme politique est quelqu'un qui incarne tous les vices : un menteur, un flagorneur, un beau parleur. » Pour le chef de la transition, les partis sont des facteurs de division incompatibles avec son projet « révolutionnaire

», fondé sur la souveraineté, le patriotisme et la mobilisation populaire.

**Une vision alternative... encore floue**

Si le rejet de la démocratie est clairement assumé, le modèle de substitution reste, lui, imprécis. Ibrahim Traoré évoque une organisation reposant davantage sur les autorités traditionnelles et les structures locales. « Nous avons notre propre approche. Nous n'essayons même pas de copier qui que ce soit. » Cette volonté de rupture s'accompagne d'un discours économique et social volontariste : autonomie stratégique, effort collectif accru, rejet des standards occidentaux du travail. « Des journées de six ou huit heures ne permettront pas de rattraper notre retard », affirme-t-il.

**Entre popularité panafricainiste et critiques sur les droits humains**

Malgré les restrictions politiques, Ibrahim Traoré bénéficie d'un soutien notable, notamment auprès d'une partie de la jeunesse africaine sensible à son discours souverainiste et anti-occidental. Mais cette popularité coexiste avec de vives critiques. Un rapport de Human Rights Watch évoque plus de 1 800 civils tués depuis 2023, attribuant environ deux tiers de ces morts à l'armée et à ses supplétifs. Des accusations de répression visant opposants, médias et société civile viennent également ternir le tableau. Certaines sources évoquent même l'envoi de détracteurs présumés sur les lignes de front contre les groupes djihadistes.

**Le Togo, allié discret mais stratégique**

Dans ce paysage tendu, le Togo apparaît comme un



partenaire clé. Ibrahim Traoré ne cache pas sa reconnaissance envers Lomé : « Lorsque des gens cherchent à vous étouffer [...] et qu'un pays peut vous aider, la fraternité ne dépasse pas cela [...] Le Togo est plus qu'un partenaire. » Cette coopération dépasse le cadre diplomatique classique. Selon le président burkinabè, les mécanismes militaires entre les deux pays ont été largement fluidifiés : « Les planifications ne sont plus au niveau étatique [...] ce n'est même pas l'état-major. » Une collaboration opérationnelle renforcée, notamment dans la lutte contre le terrorisme, qui positionne le Togo comme un acteur pivot entre les pays de l'AES et les États du golfe de Guinée.

Le Burkina Faso n'est pas un cas isolé. Le Mali et le Niger suivent des trajectoires similaires, marquées par la rupture avec les partenaires occidentaux, notamment la France, et un rapprochement avec la Russie. Dans ce contexte, la déclaration d'Ibrahim Traoré dépasse les fron-

tières burkinabè. Elle pose une question centrale : assiste-t-on à l'émergence d'un nouveau paradigme politique en Afrique de l'Ouest ? D'autant que certains précédents récents, en Guinée ou au Gabon, montrent que des transitions militaires peuvent déboucher sur des élections... remportées par les putschistes eux-mêmes.

**Démocratie africaine : crise du modèle ou crise des pratiques ?**

Au fond, le débat soulevé par Ibrahim Traoré renvoie à une réalité plus complexe. Si les processus électoraux en Afrique ont souvent été marqués par des crises, la responsabilité incombe-t-elle à la démocratie elle-même ou à sa mise en œuvre ? En affirmant que la démocratie serait étrangère aux réalités africaines, le discours du chef burkinabè rejoint une thèse controversée. Une thèse qui, pour ses détracteurs, sert surtout à légitimer la concentration du pouvoir. Car derrière la critique des dérives électorales, se joue une autre ba-

taille : celle de la reddition des comptes.

**Entre rupture assumée et risque d'impasse**

En rejetant ouvertement la démocratie, Ibrahim Traoré se distingue de nombreux dirigeants africains qui en conservent au moins les apparences. Une posture de franchise... mais aussi de rupture. Reste une inconnue majeure : ira-t-il jusqu'à se présenter à d'éventuelles élections à l'issue de la transition ? Pour l'heure, rien ne l'indique. Mais l'histoire récente du continent invite à la prudence. Entre aspiration à la souveraineté, rejet des modèles importés et exigence de gouvernance, l'Afrique de l'Ouest se trouve à un moment charnière. Le Burkina Faso d'Ibrahim Traoré incarne cette tension. Soutenu par une partie de l'opinion, critiqué par d'autres, il impose un débat de fond : faut-il réinventer la démocratie en Afrique... ou s'en détourner ?

Tim Ad

Payez dès Aujourd'hui votre

# TVM

Télécharger la nouvelle grille tarifaire de la TVM sur [www.otr.tg](http://www.otr.tg)

OTR

Les services offerts par la Douane aux Véhicules à Moteur (V.M.)

Code	Description	Montant
01	Redevance de circulation	100 000
02	Redevance de possession	200 000
03	Redevance de transfert	150 000
04	Redevance de renouvellement	100 000
05	Redevance de révision	50 000
06	Redevance de contrôle	25 000
07	Redevance de formation	10 000
08	Redevance de maintenance	5 000
09	Redevance de réparation	2 500
10	Redevance de nettoyage	1 250
11	Redevance de lubrification	625
12	Redevance de peinture	312,5
13	Redevance de polissage	156,25
14	Redevance de décapage	78,125
15	Redevance de ponçage	39,0625
16	Redevance de soudage	19,53125
17	Redevance de rivetage	9,765625
18	Redevance de collage	4,8828125
19	Redevance de ponçage	2,44140625
20	Redevance de nettoyage	1,220703125
21	Redevance de lubrification	610,3515625
22	Redevance de peinture	305,17578125
23	Redevance de polissage	152,587890625
24	Redevance de décapage	76,2939453125
25	Redevance de ponçage	38,14697265625
26	Redevance de soudage	19,073486328125
27	Redevance de rivetage	9,5367431640625
28	Redevance de collage	4,76837158203125
29	Redevance de ponçage	2,384185791015625
30	Redevance de nettoyage	1,1920928955078125

Taxe sur les Véhicules à Moteur

**NOUVEAU**

FEDERER POUR BATIR  
[www.otr.tg](http://www.otr.tg)

**VIGILANCE**

Toute vente aux enchères publiques organisée par l'Office Togolais des Recettes (OTR) est publiée sur son site web

**[www.otr.tg](http://www.otr.tg)**

et par voie de presse dans le quotidien national Togo-Presse.

L'OTR ne demande jamais de transfert Tmoney (Mixx by yas) ou Flooz (Moov money) sur un numéro privé.

Vérifiez TOUJOURS les informations sur nos pages officielles ou appelez gratuitement notre centre de contact au **8201** en cas de doute.



Signalez toute tentative d'escroquerie en appelant le numéro vert